

ACADHOSHA asbl

Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme à Shabunda

**ONG dotée du Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil
Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC 2011)**

Téléphone : +243812124090 E-mail: acadhosh@yahoo.fr

Bureau : 121 bis, Avenue Patrice Emery Lumumba, Commune d'Ibanda

République Démocratique du Congo



Message to the members of The Hague Working Group on ICC communication strategy (May 15, 2014)

Excellencies Members HWG,
Distinguished guests,
Dear Civil society Colleagues,

We would like to take this opportunity to commend the efforts made by States Parties to support the creation and work of the International Criminal Court whose impact remains positive today in terms of prevention and prosecution of international crimes.

We want to acknowledge the work of this Court as victims of serious crimes have now found a space to talk about their suffering with the hope of being heard. They are comforted by seeing tormentors responding to their actions before the ICC.

We think of the thousands of women raped, people slaughtered in Ituri, Kivu and Bas-Congo. We will never forget the civilians killed in Darfur, Sudan, in Central African Republic and in South Sudan. We still keep in mind the thousands of victims of post-election crisis in Kenya and Côte d'Ivoire. We are deeply shocked and outraged by the kidnapping of hundreds of girls in Nigeria.

Our hope is that court and solidarity of the international community will put an end to serious crimes. Who would have thought one day it would be possible for a sitting head of state to be prosecuted? Who would have thought that one day every personality suspected of serious crimes may one day face justice despite their financial, social or political position?

The ICC honors victims and deserve special support. We have seen some progress with national trials, although not perfect, because we know that the ICC is as a complementary jurisdiction.

It is therefore important to identify the challenges facing thousands of victims. The most urgent among them, we believe, is the need to reinforce outreach and access to information on the ground.

Victims and entire communities need to hear the message of the Court, they

need to hear about its activities, its limits, and of international solidarity in the prevention and prosecution of international crimes embodied by the ICC.

Communities should be aware that by creating the ICC, states have made a strong statement: "Never again. Never again will anyone who commits serious crimes be left to go free from prosecution".

This unheard-of audacity of the international community to answer desperate victims of serious crimes should not be limited to supporting investigations and trials. It is important that it is rooted in constant awareness on the overall work of the Court.

Excellencies Members of HWG;
Distinguished guests
Dear civil society Colleagues.

We are launching this May 15th 2014 an appeal, in solidarity with all the civil society organizations working with victims in situation countries, for States Parties to recognize that outreach is the backbone of the Court at a time when we are just beginning to see results in its efforts to deliver meaningful justice to victims of serious crimes.

We conclude our speech by introducing you, Excellencies, this thought: "What use are investigations and trials if the communities who suffer serious crimes do not have access to relevant information in real time?".

For ACADHOSHA NGO

Descartes MPONGE MALASI
Executive Director.

Message aux membres du Groupe de Travail de La Haye sur la stratégie de communication de la Cour Pénale Internationale (Le 15 mai 2014)

Excellences Membres de HWG ;
Distingués invités
Chers collègues de la société civile.

Nous voudrions saisir cette occasion pour saluer les efforts que les Etats parties ont déployés pour soutenir la création et le travail de Cour Pénale Internationale dont le bilan reste aujourd'hui positif en terme de prévention et de répression des crimes internationaux.

Nous voudrions rendre hommage au travail de cette juridiction car les victimes des crimes graves trouvent aujourd'hui un espace pour parler de la tragédie subie avec l'espoir d'être écoutées. Elles se trouvent réconfortées en voyant leurs bourreaux, les grands responsables et planificateurs répondre de leurs actes devant la justice.

Nous pensons aux milliers des femmes violées, de personnes massacrées en Ituri, au Kivu et au Bas-Congo. Nous n'oublierons jamais les civils tués au Darfour au Soudan, en République Centrafricaine et au Soudan du Sud. Nous gardons encore en mémoire les milliers de victimes de la crise post électorale au Kenya et en Côte d'Ivoire. Nous sommes profondément choqués et révoltés par l'enlèvement de plusieurs centaines des filles au Nigeria.

Notre espoir repose sur cette juridiction et à la solidarité de la communauté internationale à mettre fin aux crimes graves. Qui aurait cru un jour qu'il serait possible pour un chef d'Etat en exercice d'être inculpé? Qui aurait cru un jour que toute personnalité soupçonnée des crimes graves puisse un jour se ternir devant la justice en dépit de son argent, de son statut social et de son positionnement politique ?

La CPI honore la mémoire de victimes et mérite un soutien particulier. Si l'on peut aujourd'hui enregistrer quelques procès au niveau interne, quand bien même bâclés¹, c'est parce que l'on sait que la CPI est là comme une juridiction complémentaire.

Il est donc important que les défis auxquels fait face cet espoir des milliers des victimes soient relevés. Parmi eux et les plus urgents, nous pensons à la sensibilisation qui devrait être de plus en plus renforcée sur le terrain.

Les victimes, les communautés entières ont besoin d'entendre le message de la Cour, le message sur le travail de la cour, le message sur les limites de

¹ Nous pensons ici au récent procès de MINOVA en République Démocratique du Congo.

la cour, le message de la solidarité internationale dans la prévention et la répression des crimes internationaux incarnée par la CPI.

Les communautés doivent savoir qu'en créant la CPI, les Etats ont lancé un message fort : "Plus jamais ça. Plus jamais les crimes internationaux et tout celui qui se tapera encore le luxe de commettre les crimes graves aura sur son chemin, sur sa trousse la CPI si jamais il bénéficiait d'une absence de poursuite ou d'une procédure judiciaire de complaisance".

Cette audace inouïe de la communauté internationale de donner une réponse aux victimes désespérées des crimes graves ne devrait pas se limiter au soutien aux enquêtes et procès. Il est important qu'elle s'enracine grâce à la sensibilisation permanente sur le travail global de la Cour.

Excellences Membres de HWG ;
Distingués invités
Chers collègues de la société civile.

Nous lançons donc ce 15 mai 2014 un appel pathétique, en parfaite communion avec toutes les organisations de la société civile qui accompagnent les victimes des crimes graves dans les pays en situation, aux Etats Parties pour que cette œuvre commune qui fait déjà ses preuves ne soit pas sacrifiée parce que l'on est déterminée à sacrifier la sensibilisation qui devait pourtant être considérée comme l'épine dorsale de la CPI.

Nous terminerons notre propos en vous lançant, leurs Excellences, cette réflexion : "A quoi serviraient des enquêtes et des procès si jamais les communautés ayant subies les crimes graves n'accèdent pas aux informations voulues et en temps réel ?".

Pour l'ONG ACADHOSHA,

Descartes MPONGE MALASI
Secrétaire Exécutif